

# L'ASIE CHEZ ELLE

PATRICE JORLAND \*

*On ne sait où finit l'Europe ni où commence l'Asie, mais la croissance économique que celle-ci connaît modifie progressivement les rapports internationaux. Dans le même temps, cet espace dont les rapports internes avaient été brisés par la colonisation, puis par les conflits qui l'ont déchiré durant la seconde moitié du siècle dernier, a entrepris de s'organiser. Non point encore à l'échelle du continent, trop vaste, trop nombreux et trop hétérogène pour l'instant, mais à l'échelle régionale, autour de l'Asie du Sud-Est qui, justement, a été marquée par les influences des deux autres mondes asiatiques, l'Inde et la Chine. Ces deux tendances, désormais liées, peuvent conduire à une autonomisation. Les voix de l'Asie se font d'ores et déjà entendre, dont les observateurs occidentaux se plaisent à souligner les discordances. De fait, les contradictions internes aux pays, aux régions et aux relations que les uns et les autres entretiennent sont réelles. Elles ne sont pas fatales, à moins d'être exploitées de l'extérieur, parce que l'établissement du nouvel ordre international auquel la plupart d'entre eux aspirent implique leur dépassement et le renforcement des solidarités.*

**L**a contradiction est désormais flagrante. On affirme que la géographie économique du monde change, avec l'émergence de nouvelles puissances susceptibles de mettre un terme au monologue de l'Occident, alors que la toponymie de la planète reste celle que ce dernier a fixée et qu'il continue à poser les questions, à apporter les réponses et à écrire les scénarios du futur au nom d'une communauté internationale autoproclamée. L'effet de parallaxe devient insoutenable plus longtemps, tout particulièrement à propos de l'Asie.

## L'Asie n'existe pas

En premier lieu, de quoi celle-ci est-elle le nom? Nul n'est parvenu à en délimiter les contours occidentaux. Faut-il aussi

---

\* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

s'étonner de l'extrême diversité des peuples, des langues, des cultures et des sociétés, ou pire, y voir un élément de faiblesse, alors qu'à elle seule l'Asie du Sud est aussi étendue et deux fois plus peuplée que l'Union européenne à 27. À la différence de l'Afrique, des Amériques et de l'Europe, l'Asie ne dispose d'aucune organisation continentale, exceptions faites du Comité économique et social de l'Asie et du Pacifique, l'une des cinq commissions régionales de l'ONU, qui siège depuis 1947 à Bangkok, et de la Banque asiatique de développement, installée à Manille. Tous deux englobent aussi les ensembles insulaires du Pacifique, mais pas l'Asie du Sud-Ouest qui relève d'une autre commission, alors que les trois États du Caucase sont inclus. Le champ de ces institutions se borne à l'économique, au social et à l'environnement, mais en laissant de côté le politique, le culturel, le réglementaire et le militaire. En un mot, le continent Asie semble être une notion importée qui, pour l'heure, ne s'est pas accomplie. Certes, au début des années 1990, certains dirigeants asiatiques ferrailèrent à propos des «valeurs», opposant celles de l'Orient à l'individualisme et à l'hédonisme occidentaux, dispute qui a inspiré Samuel Huntington dans la rédaction de son célèbre ouvrage sur les conflits de civilisations. Cette tentative avorta vite.

L'Asie n'entend pas suivre le modèle de Bruxelles, pour la simple raison que ce qui prévaut est le développement des États-nations. Cela ne signifie pas pour autant qu'elle n'est qu'un agrégat inconstitué de peuples désunis et potentiellement hostiles, autre thème à la mode. De fait, l'une des données nouvelles de notre temps nous semble être que l'Asie, dans l'acception territoriale du CESAP mais en laissant entre parenthèses le Pacifique et le Caucase, est désormais chez elle: référence à la conférence donnée le 26 juin 1946 par l'anthropologue Paul Mus sous le titre «*Le Vietnam chez lui*». Cela suppose un changement de parallaxe, ou plutôt un aller-retour dedans/dehors, ainsi qu'une réflexion sur soi. Chez elle, l'Asie l'est parce qu'elle a retrouvé non point *sa*, mais *ses* voix (différentes, discordantes, concertantes, polyphoniques?).

### Quelle parallaxe ?

La géopolitique anglo-saxonne est née avec les empires contemporains. Deux paradigmes s'y sont dégagés. Le premier est associé aux publications d'Alfred Thayer Mahan (1840-1914), pour qui la planète devait être dominée par une puissance maritime. À l'inverse, selon Halford Mackinder (1861-1947), il

n'est pas exclu qu'un empire continental parvienne à dominer le monde. En effet, un planisphère en projection polaire fait clairement ressortir la présence d'une « île mondiale » (le continent eurasiatique auquel se rattache le continent africain) et d'« îles périphériques » (Amérique, Australie), perdues, si l'on peut dire, dans l'« océan mondial ». Le « pivot géographique » (*heartland*) de l'« île mondiale » est constitué par la plaine allant de l'Europe centrale à la Sibérie occidentale, l'Oural ne constituant pas une barrière. Qui parvient à contrôler cet ensemble pourra s'imposer à ce que Mackinder appelle le « croissant intérieur », l'Europe maritime, le Moyen-Orient et l'Asie des moussons. En une phrase, « qui tient le *heartland* domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde ». Un troisième nom est à citer, celui de l'Américain Nicholas Spykman (1893-1943), dont les principales publications datent de la décennie 1940. Il reprend la vision de l'île mondiale, composée de son pivot et de son croissant intérieur, mais il sera difficile à l'Union soviétique d'unifier le pivot de façon décisive, car les distances sont énormes, la population clairsemée et les communications difficiles. L'avantage penche donc en faveur de la puissance maritime, à condition qu'elle contrôle les zones de la « ceinture » (*Rimland*), qui correspondent à peu près au « croissant intérieur » de Mackinder. En une phrase, « qui contrôle la ceinture contrôle l'Eurasie et qui dirige l'Eurasie contrôle les destinées du monde ». On considère généralement que Spykman a été, avec George Kennan, le premier théoricien de la guerre froide et qu'il a inspiré la grande stratégie des États-Unis, laquelle s'est en effet appuyée sur la « ceinture », du plan Marshall au ponant de l'Eurasie jusqu'à l'archipel japonais en son orient extrême. Le « grand échiquier » (*great chessboard*) de Zbigniew Brzezinski prolonge et actualise cette vision <sup>1</sup>.

Pour une parallaxe du dedans, on prendra pour guide Paul Mus, qui distingue quatre ensembles en Asie <sup>2</sup>. Confrontés au choc historique de sociétés « à cheval » et « à char » – vivant sur et venant de ce qu'il appelle la « bretelle des invasions » – les mondes indien et chinois ont été amenés à passer à l'échelon politico-social du

<sup>1</sup> *L'Anthologie mondiale de la stratégie*, compilée par Gérard Chaliand (Robert Laffont, collection « Bouquins », Paris, 1990, 1 412 p.), propose des extraits des trois auteurs précités.

<sup>2</sup> Le développement qui suit s'inspire d'un texte non publié, « Projet d'un ouvrage sur les civilisations de l'Asie du Sud-Est », qui, réuni à plusieurs écrits, compose *L'angle de l'Asie* (Hermann, Paris, 1977), pp.109-121.

royaume et c'est de son contact avec eux que l'Asie du Sud-Est y a été conduite à son tour, à ceci près que la centralisation n'y a pas fait disparaître le socle primitif. La région a été hindouisée, à l'exception du Vietnam marqué par l'influence chinoise. Des différences existent entre ces deux types de centralisation<sup>3</sup>. D'un côté, le modèle indien est celui de l'État segmentaire ou État-*mandala*, « de type pyramidal fondé sur une hiérarchie ascendante d'unités politiques de plus en plus englobantes, s'emboîtant les unes dans les autres », avec un polycentrisme à différents niveaux, « les pôles secondaires étant des répliques réduites du pôle principal siège du souverain ». Celui-ci a l'ambition de créer un empire universel, mais la structure *mandala* entretient la fragmentation, si bien que les empires des Maurya, des Gupta et des Moghols n'ont duré, chacun, que trois siècles. De l'autre côté, le modèle chinois « a une structure hiérarchique très centralisée autour d'un centre unique s'appuyant sur une bureaucratie qui tend à homogénéiser un espace intérieur quadrillé. Seuls les espaces de la périphérie la plus éloignée échappent partiellement à la domination du centre unique grâce à une administration indirecte qui n'est qu'une étape avant une intégration complète à l'espace intérieur » (p. 12).

Le modèle indien se retrouve au Sri Lanka et, en Asie du Sud-Est, se présente sous deux formes : le système des États agraires (péninsule indochinoise) et celui des thalassocraties (territoires actuels de la Malaisie, de l'Indonésie, nord de Bornéo et sud des Philippines). Dans un cas comme dans l'autre, la durée de vie des royaumes ne dépasse guère les deux siècles, quand bien même le patrimoine architectural et artistique qu'ils ont légué est prodigieux. Ce qui est remarquable au contraire avec le Vietnam est qu'il est parvenu à sortir d'un millénaire d'intégration à l'empire chinois (111 avant-938 après le Christ) et à se maintenir en tant qu'État, en dépit de la brièveté des dynasties, des successions difficiles et des récurrentes querelles intestines. Sa logique territoriale est d'inspiration chinoise et, bloquée au nord, s'est développée vers le point cardinal opposé, la « marche au sud » (*nam tiên*) accomplie en huit siècles, aux dépens des royaumes du Champa et du royaume khmer. La question cruciale du pays est l'articulation entre centralisation et structure villageoise. Ce rappel fait ressortir la permanence

<sup>3</sup> Les concepts de Paul Mus sont repris par le géographe français Michel Bruneau dans *L'Asie d'entre Inde et Chine, logiques territoriales des États* (Belin, Paris, 2006, 318 p.).

des grands ensembles. Certes, la « *bretelle des invasions* » n'existe plus, mais les peuples qui s'y déplaçaient, de la steppe mongole au plateau iranien et aux passes afghanes, n'ont pas disparu. Certains sont même réapparus dans les relations internationales avec l'indépendance des « *cing stans* », les républiques d'Asie centrale, ce qui modifie la donne pour leurs voisins.

Aux deux types de centralisation, la chinoise étant d'ailleurs souvent lâche aux échelons intermédiaires et inférieurs, peuvent être associés deux modes de relations extérieures. La structure *mandala* connaît des conflits récurrents dont les récits amplifient les affrontements sanglants. Une théorisation en a été donnée par Kautilya, passé à l'histoire comme l'auteur du « *Traité du politique* » (*Arthashastra*). Celui-ci est fondé sur la dialectique conquête/déclin, et, pour la maîtriser, le souverain doit diriger l'économie de son territoire, mobiliser les ressources, veiller à l'état d'esprit de ses sujets, ne pas hésiter à affronter ses rivaux par la guerre, la ruse, le mensonge et la diplomatie. Le choix de ces instruments procède du calcul, fondé sur l'analyse dialectique des rapports de force entre les acteurs formant le « *cercle des rois* »<sup>4</sup>. Dans le modèle chinois, l'État unitaire rayonne et civilise depuis son centre, qui est également le centre des relations internationales. Autour de lui, et en fonction de leur éloignement, quatre espaces hiérarchisés, la zone des principautés, celle en cours de pacification, celle des barbares versant tribut comme les deux précédentes, et, au-delà, le monde barbare « à peine éclairé par le soleil » (Michel Bruneau, p. 61). Le système tributaire était censé assurer la sécurité du centre en préservant un environnement stable et en donnant satisfaction aux royaumes affiliés. Il a, pour l'essentiel, maintenu la paix au sud et à l'est de la Chine, à l'exception des campagnes visant à remettre la main sur le Vietnam, des tentatives mongoles de débarquement au Japon (1274, 1281) que balayèrent des typhons ou « vents divins » (*kamikaze*) et, à l'inverse, de la tentative nippone de conquête de la Corée (1592-1598), ce qui au regard de l'histoire européenne est peu de chose. Les affrontements les plus récurrents opposent l'empire aux « barbares » du nord et de l'ouest, qui ne sont pas entrés durablement dans cet ordre continental.

<sup>4</sup> Il faut savoir gré à Gérard Chaliand d'avoir publié une traduction partielle de l'*Arthashastra* (collection « Agora », Paris 2005, 126p.), mais il manque tous les chapitres concernant l'économie politique, les lois et institutions, ce qui peut fausser la compréhension.

Entre les trois mondes, point de conflits. L'hindouisation de l'Asie du Sud-Est et la propagation du bouddhisme en Asie orientale se sont faites sans conquête et il en a été ainsi, plus tard, de la diffusion de l'islam dans l'aire malaise, en accompagnement des échanges marchands. La sinisation de l'Asie orientale a été également pacifique, qui était essentiellement d'ordre culturel, scientifique et technique. Sur une bonne partie de ses trajets, la « route terrestre de la soie » correspondait à la « bretelle des invasions » et la « route maritime de la soie » suivait le balancement de la mousson. À ces flux de marchandises, de personnes et de cultures participèrent tous les peuples, notamment les thalassocraties d'Asie du Sud-Est.

### **L'architecture américaine en Asie**

Ce que la colonisation du XIX<sup>e</sup> siècle a brisé, ce sont, tout à la fois, la cohérence des économies « nationales », la structure des échanges et l'ordre continental, pour les recomposer au profit et autour des métropoles occidentales. L'Asie a cessé d'exister en tant que telle et ni l'expansion nippone durant la guerre de quinze ans (1931-1945) ni les indépendances ne l'ont rétablie. De fait, les violences qui ont accompagné la partition de l'empire des Indes, les guerres de libération nationale et de transformation sociale, l'extension de la guerre froide, les aléas du non-alignement, la rupture sino-soviétique, les trajectoires différentes, voire divergentes, que suivirent les pays asiatiques et les conflits qui opposèrent certains d'entre eux, ont fait de ce continent, et pendant longtemps, la principale zone d'instabilité. Celle-ci ne se réduisit véritablement qu'avec la décennie 1990.

La colonisation contemporaine s'est accompagnée d'intenses rivalités inter-impérialistes dont la plus aisément mémorable est la « guerre de quinze ans » provoquée par le Japon. Avant cela, il y eut le « Grand Jeu » qui opposa l'empire britannique à celui des tsars, entre 1813, signature du traité entre la Russie et la Perse, et 1907, date de la convention qui définit les sphères d'influence respectives des deux puissances en Perse, en Afghanistan et au Tibet. Il ne s'agit pas d'un conflit binaire classique entre deux acteurs politiques : « Tout d'abord, on ne s'y fait pas la guerre directement. Il est un jeu par acteurs locaux interposés, où l'on manipule de l'argent autant que des armes, des religions autant que le commerce pour atteindre ses objectifs. C'est un jeu sans fin, car il n'est pas question de détruire l'adversaire. En ce sens, il y a une modernité dans le Grand Jeu, qui anticipe sur

les pratiques stratégiques de la guerre froide, où la dissuasion nucléaire interdit l'affrontement décisif.»<sup>5</sup>

On aurait pu penser que les États asiatiques, qui venaient de recouvrer leur indépendance et/ou leur unité nationale, parviendraient à s'organiser de façon autonome dans la foulée de la conférence afro-asiatique de Bandung. Il n'en a rien été, pour les raisons qui ont été dites et surtout parce que, à l'inverse de la politique soviétique dans cette région du monde (coexistence pacifique, théorisation sur les « bourgeoisies nationales » et les « États de démocratie nationale »), toute recherche d'une orientation autonome et non-alignée de la part des naturels était inadmissible pour les États-Unis. Aussi, compte tenu de leur suprématie, facilitée plus tard par la rupture sino-soviétique, sont-ce ces derniers qui ont édifié la première architecture des relations intra-asiatiques, du moins sur le *rimland*.

Elle procédait d'une vision manichéenne et était militarisée. La pièce maîtresse en était l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), fondée le 8 septembre 1954, soit au lendemain même des accords de Genève sur l'Indochine. L'appartenance du Pakistan, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, qui sont étrangers à la région, permettait de faire la jonction avec le CENTO, d'une part, et avec l'ANZUS, d'autre part, mais l'organisation restait dominée par des puissances impériales passées (Royaume-Uni et France) et par la puissance présente, les États-Unis. Elle ne comptait que deux membres régionaux, la Thaïlande et les Philippines, directement sous tutelle américaine, et aussi bien l'Inde de Nehru que l'Indonésie de Sukarno et la Birmanie neutraliste refusèrent l'alignement<sup>6</sup>. Enfin, il se révéla impossible d'associer à cette organisation les capitales ayant conclu des alliances bilatérales avec Washington, à savoir Tokyo, Séoul et Taïpeh. Pas d'OTAN asiatique donc, ce qui n'a pas empêché

<sup>5</sup> Jacques Piatigorsky et Jacques Sapir [Dir.] : « Actualité du Grand Jeu » p. 9, in *Le Grand Jeu XIX<sup>e</sup> siècle, Les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale*, Autrement, Paris, 2009, 236 p.

<sup>6</sup> Avec l'enlèvement des États-Unis en Indochine, l'OTASE commença à craquer de toutes parts. Le Pakistan, dirigé alors par Zulfikar Ali Bhutto, en sortit le 7 novembre 1973, après les accords de Paris sur le Vietnam, suivi, le 30 juin 1974, par la France. L'OTASE fut dissoute le 30 juin 1977. Il n'y a pas eu de pendant du pacte de Varsovie, mais des alliances bilatérales éphémères dans le cas de la Chine. Pas non plus de structure bipolaire, puisque certains pays importants, l'Inde en premier lieu, restèrent non-alignés.

la militarisation de l'Asie de se poursuivre, le continent et ses espaces maritimes, océan Indien compris, d'être couverts par le commandement régional du Pacifique (PACCOM), disposant de bases et d'installations égrenées de la côte californienne jusqu'à Diego Garcia, ni les États-Unis d'engager militairement la Corée du Sud, les Philippines, la Thaïlande, l'Australie et la Nouvelle-Zélande dans leur escalade contre les peuples d'Indochine. Ce dispositif était complété par les services secrets, dont les multiples activités clandestines furent financées en partie grâce à l'argent de la drogue, et par les officines de propagande.

Les mouvements nationaux des peuples d'Asie risquaient de remettre en cause la dépendance vis-à-vis de l'étranger et le contrôle de ces zones-là du *rimland* exigeait le déploiement d'une intense activité économique. Celle-ci a pris des formes diverses selon les pays et les périodes, investissements certes, mais ils parurent longtemps risqués en dehors des matières premières et de la finance : avantages commerciaux octroyés au Japon, à la Corée du Sud et à Taiwan, qui virent s'ouvrir le marché américain alors que les leurs purent rester protégés, soutien financier aux régimes militaires de Séoul, Taïpeh et Bangkok au nom de la défense du monde libre, aide alimentaire entrant dans le cadre de la Public Law 480 de 1954, dont l'Inde fut longtemps un important bénéficiaire, activités du *Peace Corps* créé par J.F. Kennedy. La grande stratégie américaine procédait également d'une vision plus structurelle, au sens où l'arrimage économique passait par la transformation interne du *rimland*. Ainsi, l'aide alimentaire ne pouvait être une fin en soi dans des sociétés nombreuses et massivement agraires et la modernisation du secteur vivrier devait déboucher sur la formation d'une moyenne bourgeoisie rurale. Un Institut international de recherche sur le riz (IRRI) fut établi en 1960 aux Philippines, afin de promouvoir la « révolution verte »<sup>7</sup>.

La rentabilisation maximale du capital dans les pays asiatiques du *rimland* impliquait que des économies d'échelle fussent réalisées et des effets d'entraînement suscités grâce à la constitution d'une zone (ou de zones) au sein de laquelle les tarifs douaniers seraient abaissés, les marchés élargis, la fiscalité des IDE réduite et le rapatriement des profits assoupli. C'est en 1966 que fut fondée la Banque asiatique de développement, qui s'adresse

---

<sup>7</sup> L'IRRI était financé par la fondation Ford, tandis que le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), installé depuis plus longtemps au Mexique, l'était par la fondation Rockefeller.

certes aux États mais dont la mission est également de contribuer à l'essor du secteur privé. Les États-Unis risquaient néanmoins de se trouver trop seuls dans cette ambitieuse entreprise, quand bien même la fin des empires européens ne signifiait pas le repli de leurs multinationales<sup>8</sup>. Aussi, la superpuissance a-t-elle été conduite à faire appel à l'Australie et au Japon. La première est riche en matières premières et s'est révélée être, sur le plan militaire, une alliée particulièrement fidèle. Privé du marché et des ressources de la Chine, le second fut autorisé à trouver des compensations en Asie du Sud-Est, où d'ailleurs il avait conservé quelques relations du temps de l'occupation. De fondation, le président de la BAD est un Japonais.

La mise en place de la « doctrine Nixon » en Asie a indéniablement marqué un tournant, dont la pièce maîtresse fut le renversement de la politique chinoise des États-Unis. Des rayonnages entiers lui ont été consacrés, qui privilégient le plus souvent la première phase, celle des administrations Nixon et Ford, ainsi que le rôle de Henry Kissinger. Or, la deuxième phase, qui commence avec l'administration Carter, marque le passage d'un jeu somme toute classique d'exploitation du triangle États-Unis/Chine/URSS, à la convergence et à la coordination des politiques extérieures américaine et chinoise. Les relations diplomatiques furent établies en 1979, ce qui conduisait à la redéfinition des relations entre Washington et Taïpeh et, davantage encore, permettait de porter la pique au flanc de l'ours polaire : agression chinoise contre le Vietnam (février-mars 1979), suivie d'une décennie de pressions constantes, soutien aux Khmers rouges, participation de Pékin au djihad antisoviétique en Afghanistan et aux autres conflits dits de faible intensité. On voit bien ce que les États-Unis pouvaient retirer de cette « guerre fraîche ». Dans le cas de la Chine, cela dépassait la simple volonté de « fesser le gamin turbulent » qu'aurait été le Vietnam, selon l'expression de Deng Xiaoping. Cette phase de la politique extérieure chinoise est indissociable de la décision de passer du maoïsme économique

---

<sup>8</sup> On sous-estime la portée historique du repli britannique d'« à l'est d'Aden ». Il ne s'est accompli que durant la décennie 1970, après que Londres eut joué un rôle déterminant dans les confrontations sur le « second front » de l'Asie du Sud-Est, celui du monde malais. La défaite de la guérilla communiste en Malaisie, la création de la Malaysia et, plus encore, la destruction du parti communiste indonésien en 1965 et la destitution de Sukarno sont les principales victoires remportées sur ce front.

à une libéralisation progressive et contrôlée, à la séduction des capitaux étrangers et à la recherche de marchés extérieurs. Pour ce faire, il fallait obtenir la confiance des États anticomunistes d'Asie du Sud-Est, attirer l'imposante diaspora d'hommes d'affaires chinois qui y avaient fait fortune et qui furent en effet les premiers à investir dans les zones économiques spéciales, et faire en sorte que les vents d'occident ne vinssent pas perturber ce changement de cap. Sur tous ces points, le pari a été gagnant. Le point culminant de cette structuration de l'espace asiatique par la puissance américaine fut la création en 1989 du forum de Coopération économique de l'Asie et du Pacifique (APEC), sur initiative nippo-australienne, auquel la Chine fut admise deux ans plus tard. Les objectifs en sont la formation d'une zone de libre-échange entre les deux rives de l'océan, la libéralisation généralisée des flux de capitaux et l'extraversion des économies nationales.

### **D'une architecture à l'autre**

En deux décennies, les changements ont été considérables. La première donnée est évidemment la fin de la guerre froide, suivie de l'implosion de l'Union soviétique. Comme partout ailleurs, la disparition de la puissance antagoniste a laissé le vainqueur sans ennemi désigné. Les effets en Asie ont été contrastés. Certains pays (Inde, pays de l'Indochine, République populaire démocratique de Corée) y ont perdu un soutien décisif, ce qui les a conduits à de substantiels réajustements stratégiques, auxquels ils sont parvenus, exception faite de la RPDC. Réajustements que les pays enrôlés par les États-Unis ont été également conduits à entreprendre, mais avec des résultats inégaux. Pour les États de l'Asie du Sud-Est, dont l'enthousiasme à boycotter les pays de l'Indochine était d'ailleurs variable, la question principale était le règlement de cette question. La solution, discutable à certains égards, trouvée à l'affaire cambodgienne, la souplesse de la diplomatie vietnamienne et le désir de se renforcer face à la Chine contribuèrent à une redéfinition de l'ASEAN, qui a admis le Vietnam en 1995, le Laos et la Birmanie en 1997, puis le Cambodge en 1999.

Un tel ajustement pouvait être attendu du Japon. C'est dans le sens opposé, celui d'une intégration plus poussée à la grande stratégie des États-Unis que le pays a été engagé sous l'administration Clinton, avec l'adoption de nouvelles lignes directrices au traité de sécurité, adoption contemporaine de la redéfinition des objectifs et des missions de l'OTAN. L'émergence

de la Chine comme puissance avec laquelle il fallait décidément compter conduira, pendant le lustre Koizumi Junichirô (2001-2006), à des déclarations provocatrices et au recours répété à certains des symboles d'un passé pour l'heure non révolu. À l'inverse, sous les présidences de Kim Dae Jung (1997-2003), puis de Roh Moo Hyun (2003-2008), la Corée du Sud a su repousser les pressions américaines pour engager et poursuivre une politique de compréhension et de réconciliation (*sunshine policy*) avec la Corée du Nord, de coopération tant avec la Chine qu'avec la Russie, de rapprochement avec l'Asie du Sud-Est.

Il allait de soi que le plus important serait le comportement de la Chine. Déjà, pendant le « moment Gorbatchev », les relations sino-soviétiques s'étaient détendues, mais l'implosion de l'Union soviétique posait aux dirigeants chinois plusieurs questions de gouvernance intérieure, de stratégie économique, de régulation sociale et d'appréciation des rapports de force internationaux. Quelle qu'eût été la pertinence des campagnes contre le « social-impérialisme » et l'« hégémonisme », elle ne tenait plus et il fallait se confronter à une réalité caractérisée, au premier abord du moins, par la prépondérance d'une seule et unique « puissance hors de pair ». De là, la stratégie en 24 caractères définie par Deng Xiaoping : « Sachons observer calmement, sécuriser nos positions, traiter les affaires avec quiétude, cacher nos capacités en attendant le moment opportun, tout en conservant un profil bas, sans jamais affirmer de position dominante ».

La deuxième donnée tient à l'usage que ladite « hyper puissance » fit de l'apparente unipolarité des rapports de force internationaux, sous Clinton et plus encore pendant les deux mandats du 43<sup>e</sup> président des États-Unis : l'unilatéralisme et la focalisation sur la « longue guerre contre le terrorisme », qui devait gagner le Pakistan, les Philippines et, sous une autre forme, l'Indonésie, importunèrent la plupart des pays asiatiques.

Les autres facteurs marquants ont été d'ordre économique. La crise financière qui a balayé l'Asie orientale en 1997 marque un tournant. Elle est née pour l'essentiel de l'orientation donnée au cours des années précédentes par les économies centrales et leur bras armé, le FMI : élimination des restrictions sur les flux de capitaux, notamment de portefeuille, maintien de taux d'intérêt élevés afin d'attirer ces derniers et, pour rassurer les investisseurs étrangers, alignement des monnaies sur le dollar. Le déclenchement est venu de décisions prises par les autorités monétaires américaines, suivies par un reflux des capitaux flottants vers les États-Unis et accompagnées d'une

active spéculation internationale. Les pays les plus affectés (Thaïlande, Indonésie, Corée du Sud, Malaisie et, à un moindre degré, les Philippines) furent ceux qui avaient suivi les directives à la lettre et qui, à l'exception de la Malaisie, appliquèrent les remèdes administrés ensuite par le même FMI. Bien qu'il y ait eu des velléités japonaises, aucune réponse régionale ne put être donnée, et certainement pas dans le cadre de l'APEC. Par contre, on s'accorde pour estimer que le comportement des autorités chinoises a alors permis d'éviter une catastrophe plus grave encore.

### **L'architecture asiatique de l'Asie**

À défaut d'une organisation continentale, plusieurs associations régionales ont été créées en Asie, ainsi que de multiples structures et canaux bilatéraux ou multilatéraux. On ne retiendra, pour l'instant, que les deux plus importantes. *L'Association de coopération régionale de l'Asie du Sud* (ACRAS ou SAARC, selon le sigle anglais) date de 1983 et regroupe les sept pays du quasi-continent, soit 5,1 millions de km<sup>2</sup> et 1/5<sup>e</sup> de la population mondiale, auxquels se sont ajoutés l'Afghanistan et Maurice, dont on sait que le peuplement vient majoritairement du monde indien. Elle a admis comme observateurs la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Iran, les EU et, depuis 2006, l'Union européenne. Son activité reste limitée, bien qu'il ait été décidé de réunir le quasi-continent en une zone de libre-échange : par sa masse, son nombre et ses capacités, l'Inde écrase ses voisins, qui entretiennent par ailleurs avec elle des relations conflictuelles ou circonspectes.

Beaucoup plus active est *l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est*, que l'on ne peut plus considérer comme l'instrument des États-Unis, encore que ceux-ci conservent des alliés en son sein. Elle regroupe désormais les dix États de l'Asie du Sud-Est et le reproche lui est souvent adressé d'avoir admis le Myanmar, dont le régime militaire ne parvient même pas à compenser sa dictature étouffante et bornée par quelque développement économique que ce soit. Pour comprendre ce fait, il est utile de revenir à la figure du *cercle des rois*. Afin de surmonter suspicions, rancœurs et clivages, de dépasser les différends territoriaux, de réduire les autres motifs de querelle et d'assurer le développement de chacun dans une planète mondialisée, la cohésion du groupe ne peut-elle reposer que sur le respect des cinq principes de Bandung, et donc la non-ingérence. Elle implique le refus de laisser quelque puissance extérieure que ce soit jouer la division.

Pour ces raisons, le Myanmar offre moins de risque à l'intérieur qu'en dehors de l'ASEAN<sup>9</sup>.

Plus fondamentalement, celle-ci se conçoit comme une association d'États-nations égaux et autonomes, ce qui la conduit à construire des consensus et à préférer les décisions pragmatiques aux déclarations définitives. Structure faible? Certainement, si la construction européenne est érigée en modèle, mais il faut beaucoup d'audace pour prétendre que celui-ci est exportable tel quel. Il n'empêche que l'ASEAN s'est déclarée zone sans armes nucléaires, que la piraterie a reculé dans le détroit de Malacca grâce à l'engagement conjoint des trois pays riverains (Indonésie, Singapour, Malaisie) et que, par la réassurance réciproque qu'elle procure, elle bloque une course intra-régionale aux armements. Au lieu d'un appareil institutionnel envahissant, les États membres et l'ASEAN en tant que telle ont massivement recours au CESAP, aux instances régionales des organisations du système de l'ONU (UNESCO, OMS, UNICEF, etc.) et à la Banque asiatique de développement. C'est ainsi que de vastes projets sont engagés, tant pour le développement de la « grande sous-région du Mékong » que pour la construction de corridors de communication à travers la partie continentale de l'association : trois axes est-ouest reliant Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande et Myanmar, venant s'ajouter aux axes nord-sud à partir de provinces chinoises.

Enfin, l'ASEAN est devenue le moyeu d'une active concertation internationale. Depuis 1994, elle organise un *Forum régional* qui regroupe tous ses partenaires : EU, Canada, Chine, Japon, les deux parties de la Corée, Russie, Inde, Union européenne, etc. ; elle a créé une structure ASEAN + 3 avec les trois États majeurs de l'Asie du Nord-Est (Chine, Japon et Corée du Sud) ; enfin, l'ancien Premier ministre malais est à l'origine de la tenue de *sommets de l'Asie orientale* (ASEAN + 3, avec en sus l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde) dont le premier s'est tenu en 2005. Parce qu'en son sein il n'y a ni puissance dominante ni course aux armements, parce que son projet n'est

<sup>9</sup> Le procès qui est fait à la Chine de tenir à bout de bras la junte birmane ne tient guère car, pendant deux décennies, les relations bilatérales étaient plutôt hostiles, Pékin soutenant le Parti communiste birman, et parce que les partenaires les plus anciens et les plus intéressés ont été les militaires thaïlandais dont l'opportunisme est légendaire. Le rapport de l'International Crisis Group, *China's Myanmar Dilemma*, du 14 septembre 2009 propose une analyse plus équilibrée.

ni d'expansion ni de domination, mais de concertation, l'ASEAN exerce une influence, un *soft power* en creux, sur les acteurs plus puissants, qui se trouvent conduits à faire assaut de bonne volonté et de propositions constructives. Preuve a contrario, le dédain manifeste dans lequel le 43<sup>e</sup> président des États-Unis n'a cessé de la tenir, attitude que la présente administration américaine vient d'inverser.

## Le retour du Grand Jeu ?

Avec l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS), on est dans un autre cas de figure et, plutôt que de nouvelle guerre froide comme certains ont tendance à le penser, on trouvera des réminiscences du Grand Jeu. À l'origine, il s'agissait de limiter l'impact que l'implosion de l'URSS avait en Asie centrale : les cinq républiques avaient accédé à une indépendance qu'elles ne réclamaient point et devaient se transmuier en États souverains, la rupture non souhaitée des relations qui liaient les différentes unités de l'espace soviétique obérait les économies et les sociétés nationales, la sécurité intérieure et extérieure, assurée auparavant par l'ensemble multinational, paraissait incertaine. La Chine s'en inquiétait et, en 1996, elle prit l'initiative de former le *Groupe des cinq de Shanghai* qui a vite atteint l'objectif fixé (accords de délimitation et de bornage, traité sur l'approfondissement des mesures de confiance aux frontières, traité sur la réduction des forces militaires dans les zones frontalières). Avec l'adhésion de l'Ouzbékistan en 2001, le groupe a pris son nom actuel, mais le changement n'était pas uniquement nominal car la région, son marché et ses abondantes ressources naturelles, en hydrocarbures notamment, avaient attiré les appétits économiques et/ou les ambitions géostratégiques de plusieurs acteurs, Turquie (le « rêve pan-touranien »), Pakistan (la « profondeur stratégique »), Union européenne et États-Unis (expansion du libre marché et de l'influence géopolitique), sans omettre le djihadisme transnational. L'invasion de l'Afghanistan au lendemain du 11 septembre a aiguisé les inquiétudes, non point par elle-même, puisque tous les États de la région avaient eu maille à partir avec les talibans et Al Qaïda, mais du fait de l'impéritie du Pentagone, de la prolifération des bases américaines et de l'implication de l'OTAN.

L'OCS s'est sensiblement étoffée depuis 2001, et d'abord en influence : ses membres sont restés au nombre de six, mais quatre États (Inde, Iran, Mongolie et Pakistan) ont été admis comme observateurs en 2005 et deux autres (Biélorussie et Sri Lanka) comme partenaires en 2009, cependant que l'Afghanistan, l'ASEAN

et la CEI ont été invités aux réunions les plus récentes. La présence de l'Iran, qui accroît le poids énergétique de l'organisation, a, non sans raisons, retenu l'attention internationale. L'attraction de l'OCS est à mettre en relation avec la résurgence de la Russie, avec l'émergence de la Chine comme puissance économique de premier rang et avec la stabilisation des *stans*. Elle tient également à la composition de l'organisation, à l'extension de ses compétences et à son mode de fonctionnement. Avec le pays le plus étendu et le pays le plus peuplé de la planète, l'ensemble n'est en rien négligeable et, en comptant ses observateurs, elle représente la moitié de l'humanité. Du fait que les décisions sont prises par consensus, que la Russie a renoncé au « rêve de restauration impériale », que la Chine n'a aucun intérêt à contrôler des populations qui viendraient accroître les poids de ses minorités nationales, que ces deux pays s'équilibrent et se complètent, les cinq républiques d'Asie centrale trouvent dans l'OCS un cadre adéquat pour faire entendre leurs voix et travailler sur un pied d'égalité avec leurs partenaires, ce qui ne serait pas le cas au sein de l'OTAN ou en tant que périphérie de l'Union européenne. C'est aussi une instance où se retrouvent des États ayant des différends entre eux (Inde et Pakistan) ou désignés comme inévitables rivaux (Chine et Inde), ainsi que tous les voisins immédiats de l'Afghanistan, exception faite du Turkménistan au régime baroque, et directement concernés par la situation de ce pays. La compétence de l'OCS s'est étendue au développement économique–exploitation et transport des hydrocarbures, avec le rôle insigne de *Gasprom*, développement des infrastructures, crédits chinois pour faire face à la crise actuelle –, à la coopération culturelle et à la sécurité. Celle-ci concerne la lutte contre le terrorisme–une structure régionale a été créée à cette fin –, le trafic de la drogue, qui est une préoccupation légitime si près de l'Afghanistan, et le crime organisé. Un accord a été signé afin de développer la coopération en ces domaines avec l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui, depuis 2002, regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Des manœuvres communes ont eu lieu entre forces russes et chinoises et l'interopérabilité s'appuie sur le fait que les armements de la plupart des États membres (et associés) sont de fabrication ou de conception soviéto-russe.

Il faut ici s'entendre. L'OCS n'est pas un avatar du pacte de Varsovie : la coopération et la concertation militaires n'en font pas une alliance, il ne s'agit pas de rivaliser avec l'OTAN et les différends existant avec ce dernier ne sont pas d'ordre idéologique. Tout simplement, l'Atlantique ne baigne pas l'Asie centrale, la

sécurité de la région ne saurait dépendre de puissances extérieures et l'implantation de bases étrangères est ici, comme ailleurs, instrument de domination et donc source d'inquiétude. C'est la raison pour laquelle le bail des bases et des facilités américaines dans les *stans* est précaire<sup>10</sup>. Par ailleurs, l'OCS ne cherche pas à se constituer en bloc économique, ne serait-ce que parce chacun de ses membres recherche les investissements étrangers, mais elle peut aider à atteindre ou à conforter une autonomie de décision et de régulation. Enfin, l'appartenance à l'OCS n'est pas exclusive puisque, par exemple, le Kazakhstan va présider l'OSE. Au total, son existence réduit les options de la puissance hégémonique, ce en quoi elle relève du Grand Jeu, mais de façon collective et non plus impériale; de plus, son existence s'inscrit dans un phénomène plus large de constitution d'ensembles régionaux non dominés et non dominants, susceptibles d'élaborer des normes originales de fonctionnement, de proposer des réponses à certaines au moins des questions de notre temps et donc de donner sens au concept de communauté internationale.

### **Interrogations et scénarios**

Parmi les interrogations en vogue à l'extérieur, il y a celle du conflit inévitable entre les principales puissances asiatiques, qui se présente sous divers scénarios. Tantôt, il oppose la Chine au Japon et les tensions apparues lors du lustre Koizumi ont pu lui donner une certaine crédibilité. Pourtant, les deux économies sont largement complémentaires et il serait de l'intérêt du Japon de reconnaître sincèrement ses torts et ses méfaits passés, ce dont nombre de ses habitants conviennent aisément, contrairement à ce qui s'affirme à l'étranger. De surcroît, les canaux de consultation et de discussion sont nombreux et denses, aux différents niveaux. C'est le cas avec l'ASEAN + 3 et l'ASEAN + 6, comme indiqué plus haut, mais aussi sur les plans bilatéral ou trilatéral, en incluant la Corée du Sud: un deuxième sommet des trois pays s'est réuni à Pékin en octobre 2009 et la coopération trilatérale

---

<sup>10</sup> L'OTSC est par contre une organisation militaire dont les membres se sont engagés à s'abstenir de l'usage ou de la menace de la force, et à ne rejoindre aucune autre alliance multilatérale ou bilatérale. Ses objectifs restent cependant modestes. Des exercices ont lieu et il a été décidé en 2009 de constituer une force collective de réaction rapide contre une éventuelle agression et contre les bandes criminelles ou/et terroristes.

établie il y a dix ans va de la gestion des risques naturels au désarmement nucléaire, en passant par l'environnement, la coopération scientifique ou financière. Selon d'autres, la Chine et l'Inde sont rivales, qui se sont déjà affrontées en 1962 et qui ont un important différend frontalier. La question centrale est celle des frontières méridionales du Tibet, qui ont été tracées (*ligne MacMahon*) et imposées par la puissance britannique, ligne que le gouvernement indien a fait sien. Or, l'État indien de l'Arunachal Pradesh est de peuplement tibétain et de religion majoritairement tantrique, avec un important monastère fortifié à Tawang, où est né le 6<sup>e</sup> dalaï-lama <sup>11</sup>. La RPC y revendique une zone d'environ 150 000 km<sup>2</sup>, comme faisant partie du Tibet historique. L'affaire est délicate, que bien des acteurs cherchent à exploiter. On voit cependant mal ce que New Delhi et Pékin pourraient gagner à ce qu'elle s'envenime : les deux pays doivent face aux énormes problèmes de leur développement, leurs économies ne sont pas concurrentes, leurs échanges bilatéraux connaissent une forte croissance et fréquentes sont les rencontres de haut niveau.

Enfin, un scénario plus inquiétant encore voudrait que la rivalité entre les trois principaux pays asiatiques devienne la donnée marquante du monde prochain. Le Japon se trouve désormais concurrencé et risque de perdre toute possibilité d'initiative, cependant que l'Inde et la Chine sont emportées par le mouvement même et les contraintes de leur émergence rapide. Les tensions montent autour de sujets explosifs (*flashpoints*) et des problèmes globaux. Parmi les premiers, on trouve les différends territoriaux déjà évoqués et le simple fait que la forte dépendance de ces trois pays vis-à-vis des matières premières et des marchés extérieurs les conduit à vouloir sécuriser leurs lignes maritimes de communication qui les relient au Moyen-Orient et à l'Afrique. Ces lignes passent par la « méditerranée asiatique » et l'océan Indien, avec leurs points d'étranglement (*chokepoints*), tout particulièrement le détroit de Malacca, auquel il faut ajouter ceux d'Ormuz, pour accéder au golfe arabo-persique, et de Bab-el Mandeb, à l'entrée de la mer Rouge, pour les exportations par conteneurs. Le Japon comme la Chine, ou la Corée du Sud,

<sup>11</sup> Les autorités chinoises craignent que l'actuel dalaï-lama ne désigne son successeur parmi les novices de Tawang, où il s'est rendu le 10 novembre dernier, ce qui compliquerait ce que l'on appelle à l'étranger la « question tibétaine ». L'Inde reconnaît désormais le Tibet comme relevant de la souveraineté chinoise et la Chine celle de l'Inde sur le Sikkim.

connaissent le même « dilemme de Malacca » : le passage leur est vital, mais il pourrait être bloqué par une autre puissance ou par des troubles internes à l'Asie du Sud-Est. Le fait que la piraterie y a été réduite par les États riverains ne préjuge pas de l'avenir. La Chine, mais pas le Japon, a la possibilité de contourner ce verrou par ce qu'on appelle désormais la stratégie du « collier de perles », qui consiste à créer une série de relais le long des côtes de l'océan Indien, à partir de certains desquels sont construits des routes et des tubes capables d'acheminer le pétrole et le gaz naturel vers ses provinces occidentales dont le développement est encore médiocre : ports en eau profonde de Sittwe, au Myanmar, et de Gwadar au Pakistan, auxquels s'ajoutent des installations pour conteneurs à Chittagong, au Bangladesh, et le port marchand en construction à Hambantota, sur la côte méridionale du Sri Lanka. Mais, du même coup, la Chine éveille l'inquiétude de l'Inde qui veille avec jalousie sur l'océan portant son nom, ainsi que sur ses voisins birman, bangladais, pakistanais et sri lankais aujourd'hui courtisés. Cela est vrai, comme il est vrai que les marines des trois pays sont désormais présentes à proximité du Bab-el Mandeb pour faire face à la piraterie qui y sévit. On peut compléter en évoquant la première perle du collier, la base navale en voie de développement à Sanya, dans l'île de Hainan, et la question des archipels Paracels et Spratley dans le bassin méridional de la méditerranée asiatique, qui oppose la Chine au Vietnam dans le premier cas, la Chine au Vietnam et à trois autres pays de l'ASEAN, dans le deuxième. De là, la proposition selon laquelle, pour que ces rivalités ne débouchent pas sur des conflits, il importe que la puissance extérieure, à savoir les États-Unis, reste militairement prépondérante et politiquement active. CQFD<sup>12</sup>. Aussi certains observateurs considèrent-ils que la décision stratégique la plus importante que l'administration

<sup>12</sup> L'expression « collier de perles » n'est pas chinoise. Elle a été inventée par la société privée de sécurité Booz-Allen-Hamilton dans un rapport rédigé pour le Pentagone en 2005. Cf. Lieutenant-colonel Christopher J. Pherson: *String of Pearls: Meeting the Challenge of China's Rising Power across the Asian littoral*, juillet 2006, Strategic Studies Institute (30 p.). La question des deux archipels est traitée par Monique Chemillier-Gendreau dans « Le droit international et son application dans la région » in *Le Vietnam et la mer*, Les Indes savantes, Paris, 2000, pp.25-76, et dans *La souveraineté sur les archipels Paracels et Spratleys*, L'Harmattan, Paris, 1996. Un code de bonne conduite a été signé en 2002 entre l'ASEAN et la Chine concernant les Spratley.

Bush ait prise a été la signature d'un accord nucléaire avec l'Inde, qui renforce militairement cette dernière et l'attire vers l'Occident. Mieux, un « quadrilatère » des puissances démocratiques se dessinait, comprenant les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde. Les changements de majorité en Australie et au Japon risquent de faire avorter le projet. Plus largement, la question de la sécurité des voies et des détroits est capitale, qui entre et peut être réglée dans le cadre de la Convention sur le droit de la mer, à laquelle les États-Unis n'ont d'ailleurs pas souscrit. Les trois puissances asiatiques sont également intéressées par les ressources de l'Iran, de l'Asie centrale et de la Sibérie. L'Organisation de coopération de Shanghai est ici l'instance idoine de coopération.

### **De l'incertitude des choses à venir**

La donnée que l'on évoque le plus volontiers à propos de l'Asie est la forte croissance des économies. Le phénix japonais a jailli des cendres de la défaite pour devenir la deuxième puissance du monde, les quatre « petits dragons » sont classés parmi les pays développés, les « tigres » thaïlandais et malais sont à mi-course, cependant que l'« éléphant » indien et le grand « dragon » chinois ébranlent la planète <sup>13</sup>. Trois points à ce propos.

En premier lieu, les succès obtenus n'ont pas été le fruit du libéralisme, mais celui du modèle de l'« Etat développeur » ou « développementiste ». Il est confronté aujourd'hui au contexte plus éprouvant de la mondialisation. En deuxième lieu, cet essor économique se ferait « en vol de grues sauvages », pour reprendre l'expression du Japonais Akamatsu Kaname : une grue conduit le vol, celles qui la suivent bénéficient de l'effet d'entraînement ainsi créé. Trois remarques s'imposent ici. Cette image implique une hiérarchie, que les « tigres » d'Asie du Sud-Est peinent à dépasser. Par ailleurs, la première expérience de vol groupé a été celle de la « sphère de co-prospérité de la grande Asie orientale », qui s'est terminée sur un échec ; l'expérience suivante, animée par les firmes nippones et les réseaux productifs qu'elles avaient mis en place en Asie du Sud-Est, s'est brisée sur la crise financière de 1997. Une troisième est en cours, que la crise actuelle retravaille, sans que l'on sache qui sera la grue de tête ni s'il en faut véritablement

<sup>13</sup> Martine Bulard (*Chine, Inde, La course du dragon et de l'éléphant*, Fayard, Paris, 2008, p. 317) a l'insigne mérite de ne pas opposer les deux pays, mais de s'attacher aux problèmes qu'ils rencontrent.

une. Enfin, par son ampleur et sa profondeur, l'émergence de la Chine et de l'Inde conteste la hiérarchie.

Troisième point, croissance forte ne signifie pas développement autonome de l'Asie. Les échanges existant entre les diverses économies nationales restent limités ou demeurent verticaux (par exemple entre la Chine et le Vietnam qui lui vend essentiellement des matières premières) ou, quand elles ne le sont pas, relèvent souvent de réseaux productifs établis par les pays déjà développés d'Asie et/ou par les transnationales occidentales et/ou la diaspora chinoise, réseaux dont la production se réalise pour une part essentielle sur les marchés européen et américain. La crise actuelle a souligné cette extraversion et la dépendance encore forte vis-à-vis des mouvements de capitaux (investissements, transferts des émigrés, aide). En d'autres termes, le rééquilibrage de l'histoire de la planète, auquel l'Asie contribue tant, passe par des recentrages des politiques économiques vers les besoins internes, vers la sécurité humaine qui inclut nécessairement les défis environnementaux. Rien ne garantit qu'il en sera ainsi. En dépit des discours sur la nouvelle architecture mondiale autour du G20, le risque est grand de voir la course au « leadership » s'accélérer.

Cela conduit à une ultime réflexion. Entre pays d'Asie, des disparités manifestes existent en termes de superficie, de ressources humaines et matérielles, de puissance politique et militaire, qui ne peuvent être comblées. C'est à propos de cette réalité observable ailleurs dans le monde, et à l'échelle planétaire, que le politologue et sinologue américain Brantly Womack construit son « paradigme de l'asymétrie »<sup>14</sup>. À la différence des théories sur la multipolarité, l'asymétrie peut conduire à de graves divergences de parallaxe entre le plus puissant et le moins puissant, partant à un cercle vicieux. Il convient de l'éviter. Or, contrairement à ce qu'affirment les théories réaliste et néo-réaliste, le plus puissant ne parvient que rarement à imposer ses vues au moins puissant. L'usage de la force impliquerait que la victoire soit définitive et l'occupation inutile. Pour que la population du plus faible accepte la soumission sans recours à la force, il faut que ses capacités soient déjà dépendantes, qu'elle ne dispose d'aucun allié, appui ou recours extérieur et qu'elle ne puisse en appeler à aucun principe du droit international. C'était le cas à l'ère des

---

<sup>14</sup> Cf. par exemple son article « Vietnam and China in an Era of Economic Uncertainty », in *The Asia-Pacific Journal*, vol. 36-2-09, September 7, 2009.

empire, cela est devenu beaucoup plus difficile aujourd'hui. Le plus puissant aurait intérêt à prendre en compte la parallaxe du moins puissant, s'il ne veut pas disperser ses moyens dans d'inutiles querelles ni voir se former des coalitions hostiles.

Du moins en principe, car la « main invisible du marché » peut être plus contraignante encore qu'un doigt bien visible sur la gâchette du fusil et, pour cette raison, de multiples interrogations demeurent quant à l'avenir de l'Asie, des relations intra-asiatiques et de l'architecture autonome qui est en voie d'édification. Le monde change, il n'a pas encore changé de base.

